Stop à la casse des emplois dans l'industrie

21 novembre 2019

Le 21 novembre 2019
La saignée des emplois dans l'industrie n'en finit pas. Trente-cinq mille postes sont directement menacés en France par la baisse de production des véhicules diesels. Des dizaines de milliers d'autres le sont par la course à la productivité et aux profits menés par tous les grands groupes industriels.
Avec 1,6 milliard d'euros de profits en 2018, Michelin veut fermer son usine de La Roche-sur-Yon qui emploie 619 salariés. À Belfort, General Electric continue de vider le site avec 485 suppressions d'emplois. Entre 300 et 500 emplois sont sur la sellette à Bosch Rodez face à la baisse du diesel, alors que Bosch a réalisé 7,5 milliards d'euros de bénéfices en 2018. Plusieurs sites industriels de Renault et de PSA (1 et 2 milliards d'euros de bénéfices respectivement rien qu'au 1er semestre 2019) sont dans le collimateur en France. Dans la région toulousaine, des milliers de salariés de Continental (4 milliards de bénéfices chaque année) s'inquiètent pour leur avenir. Les petites et moyennes entreprises de la filière, qui subissent la pression des grands groupes, sont également touchées : équipementiers automobiles, fonderies, sous-
traitants…
De nombreuses entreprises tentent d'imposer à leurs salariés des accords de compétitivité à coup de chantage à l'emploi. Un bilan sur les 10 dernières années montre que le plus souvent, ces accords ne font qu'aggraver les conditions de travail, tandis que les suppressions d'emplois continuent. Si les salariés sont forcés d'accepter des blocages ou des pertes de salaire, une augmentation de leur temps de travail et une aggravation de la flexibilité, au détriment de leur santé et de leur vie de famille, le patronat tient rarement ses engagements. Des milliers d'emplois sont rayés de la carte, des sites ferment, laissant derrière eux la désolation et la désespérance.
Malgré toutes les promesses de réindustrialisation, le gouvernement accompagne cette saignée. Des

centaines de millions d'euros de subventions publiques sont versées, sans aucune contrepartie contractuelle, sans qu'aucun bilan ne soit réalisé sur l'efficacité de ces mesures. Seuls les actionnaires continuent à toucher des milliards de dividendes.

Nos revendications sont simples : maintien de tous les emplois et des salaires, aucun site industriel ne doit fermer, les employeurs doivent rendre des comptes sur les subventions perçues.

Les besoins à satisfaire ne manquent pas. Les actionnaires et les financiers ne doivent pas imposer leur loi. La transition écologique a besoin de compétences et de moyens. Nous refusons de les laisser détruire, comme de laisser anéantir les conditions d'existence de milliers de salariés et de leurs proches.

Nous ne nous en sortirons pas en luttant chacun dans notre entreprise, en essayant en vain de limiter les dégâts. Pour stopper ce rouleau compresseur qui détruit nos emplois et nos vies, il faut nous unir.

Nous nous adressons à l'ensemble des salariés et des équipes syndicales de l'industrie.

Contactez-nous. Échangeons nos expériences et nos informations. Unissons nos forces et notre combativité. Décidons d'initiatives communes. C'est le seul moyen d'arrêter la casse de nos emplois.

Union syndicale SUD Industrie dont les syndicats suivants : Les syndicats SUD de Bosch Rodez, Bosch Mondeville, Continental Toulouse, PSA Tremery, Michelin et Renault Guyancourt

Contact presse : Pour Sud Industrie Secteur automobile : Marc Tzwangue 06 82 55 83 16 / permanance@ussi.fr

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >
- Adresse de cet article : https://solidaires.org/Stop-a-la-casse-des-emplois-dans-l-industrie